

NÉO-GAULLISTES ET NÉO-SOCIALISTES...

Il semble bien que Jacques CHIRAC, comme François MITTERRAND en 1982, se soit résigné à renier ses promesses électorales. La feuille de paie redevient l'ennemie de l'emploi. Dans ce contexte, la querelle entre JUPPÉ et MADELIN devient tout à fait dérisoire à moins qu'elle ne dissimule autre chose, ce qui se murmure parfois dans les milieux dits autorisés. A dire vrai, la volte-face de CHIRAC n'était pas imprévisible dans la mesure où c'est à lui qu'on doit le vote majoritaire du traité de Maastricht. Il est vrai aussi que tout le tintamarre organisé par les tenants de l'ordre mondial autour des essais nucléaires, et fidèlement relayé en France par les médias, a dû influencer ceux qui, au R.P.R., auraient tel DE GAULLE, souhaité demeurer fidèles à une «*certaine idée de la France*». De plus, il faut bien reconnaître que la majorité parlementaire dont dispose CHIRAC et ses amis n'est pas faite pour arranger les choses. On l'a bien vu lors de récentes élections où, sous couvert de lutte contre le *Front National*, cléricaux de l'U.D.F. et cléricaux du *Parti Socialiste* ont, ouvertement, fait front commun.

Lors de l'entrevue qu'il a accordé au Bureau Confédéral de la C.G.T.F.O., JUPPÉ a été parfaitement clair. Fini les velléités de résistance aux oukases «communautaires», la monnaie unique devra entrer en vigueur à l'échéance prévue, et les «*critères de convergences*» scrupuleusement respectés et... les traitements des fonctionnaires «gelés»! Tant pis, si la France «s'enrichit» de quelques centaines de milliers de chômeurs de plus et que le nombre des «*exclus*» et autres S.D.F. augmentent... On fera donner l'Abbé Pierre avec, pour faire bonne mesure, le pitre Kouchner.

Cela étant, il semblerait que JUPPÉ ait déclaré «*qu'il ne craignait pas les mouvements sociaux*». On peut s'interroger sur les raisons de cette déclaration pour le moins insolite. Un début de réponse peut peut-être être trouvée dans les récentes déclarations de Jospin qui se prononce «*pour une opposition constructive*», ce qui revient à offrir ses services à l'actuel gouvernement. On notera également que le processus de destruction de la S.F.I.O. en tant que parti ouvrier, commencé à Épinay en 1971 semble toucher à son terme. Si on en croit les déclarations de Jospin, ce dernier proposera d'être élu directement par les militants (que sont les adhérents devenus?). Le *Parti Socialiste* en tant que parti ouvrier démocratique reposait sur des sections locales fédérées au plan départemental et c'étaient les congrès qui élisaient les instances statutaires. Le recours au plébiscite que propose JOSPIN substitue à une forme de démocratie représentative une organisation fondée sur le «*Führerprinzip*», et ce, en utilisant la technique chère au bonapartisme: l'appel au peuple. Si on ajoute que, toujours selon JOSPIN, le *Parti Socialiste* devrait tourner son activité en direction des «*milieux populaires et de la jeunesse*», on comprendra qu'il s'agit purement et simplement d'abandonner toute référence à la notion de classe et de transformer ce qui fut naguère un parti ouvrier en une sorte de parti populiste.

Sans vouloir se livrer à un amalgame hasardeux, on peut toutefois noter que c'est très exactement la démarche de Benito Mussolini dans les années 20. La politique du *Parti Socialiste* est d'autant plus dangereuse qu'elle semble être relayée par ce qui reste du P.C.F. pour qui, également, la notion de classe semble avoir perdu toute espèce de signification.

Pour autant, la classe ouvrière existe bel et bien et elle a conservé l'essentiel, c'est-à-dire ses syndicats, avec leurs adhérents et militants et c'est sur eux que repose la sauvegarde des libertés démocratiques. Les Anarcho-syndicalistes, les vrais (1), ceux qui se réfèrent à la pensée de Bakounine, Kropotkin, Élisée Reclus, Malatesta, Pelloutier, seront, avec les autres courants du mouvement ouvrier, partie prenante de ce combat.

Alexandre HÉBERT.

(1) Ceux qui ont lu et assimilé «Dieu et l'État» et qui ne confondent pas, par exemple, la Laïcité fondée sur la séparation des Églises et de l'État avec la «*laïcité ouverte*» ou «*plurielle*», c'est-à-dire la main-mise des cléricaux organisés dans ou autour de la hiérarchie catholique sur la société toute entière.